

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES : Prestations de restauration pour le centre INRAE Nouvelle-Aquitaine-Poitiers**

*La procédure de consultation est un marché à procédure adaptée selon les articles L 2123-1 du Code de la Commande publique (de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018) et R. 2123-1 à R. 2123-8 (du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018) et un accord cadre à bons de commandes selon les articles en application des articles R.2162-1 et suivants (du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018).*

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - FORME ET OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 2 - REPRESENTANT DU TITULAIRE ET DU PRESTATAIRE.....	3
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	3
3.1 - Pièces particulières .....	3
3.2 - Pièces générales .....	4
ARTICLE 4 - RESPONSABILITÉ ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	4
4.1 Conditions de travail.....	4
4.2 Obligations d'information et de conseil .....	4
ARTICLE 5 : PRIX .....	5
5.1 - Composition des prix.....	5
5.2 - Prix des repas pour les convives.....	5
5.3 - Avance permanente .....	6
5.4 - Révision des prix .....	6
ARTICLE 9 : MODALITÉS DE REGLEMENT .....	6
ARTICLE 10 : DURÉE DU MARCHÉ .....	7
ARTICLE 11 : PÉNALITÉS.....	7
ARTICLE 12 : SECRET PROFESSIONNEL et RGPD .....	8
ARTICLE 13 : MESURES D'URGENCE .....	9
ARTICLE 14 : ASSURANCES .....	9
ARTICLE 15 : RESILIATION.....	9
ARTICLE 16 : LITIGES .....	9
ARTICLE 17 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....	9
ANNEXE : PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL .....	10

## ARTICLE 1 - FORME ET OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de restauration qui seront réalisées sur les restaurants du centre INRAE de Nouvelle Aquitaine Poitiers : Route du Chêne - RD150 à Lusignan (86600) et Site du Magneraud à SAINT PIERRE D'AMILLY (17700).

Le présent marché n'est pas décomposé en lots.

Le présent marché est un accord-cadre s'exécutant à bons de commandes, avec un minimum annuel correspondant à 210 000 € HT avec un maximum de 1 500 000 euros HT sur la durée totale du marché, passé avec 1 seul opérateur, en application des articles R.2162-1 et suivants du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites au présent marché pour les prestations principales et annexes.

Toute modification du C.C.T.P. fera l'objet d'un avenant au marché, signé des deux parties sous la forme d'un avenant ou d'un bordereau de prix supplémentaire qui ne pourra être conclu que dans les conditions stipulées à l'article R.2194-7 du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 2 - REPRESENTANT DU TITULAIRE ET DU PRESTATAIRE

### 2.1 Représentant du titulaire

Le titulaire s'engage à nommer un représentant pour le site INRAE Nouvelle-Aquitaine-Poitiers, responsable de l'exécution et du contrôle des prestations. En cas d'absence, il doit être remplacé par une personne aux compétences similaires.

Le titulaire transmet à INRAE les noms et coordonnées du représentant qu'il a désigné, au plus tard au moment de l'état des lieux défini à l'article 11.1 du C.C.T.P.

### 2.2 Représentant de INRAE

INRAE désigne un responsable chargé du contrôle et du suivi de l'exécution des prestations, ses coordonnées seront transmises au titulaire au moment de l'état des lieux.

## ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### 3.1 - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT), le fichier « diversité des fournisseurs », le fichier « menu type du produit à l'assiette » et l'offre technique du candidat
- Les bons de commande

### **3.2 - Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La recommandation relative à la nutrition établie par le GPEM/DA (groupe permanent d'études des marchés), brochure 5723.

## **ARTICLE 4 - RESPONSABILITÉ ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **4.1 Conditions de travail**

#### **4.1.1 Mesures de sécurité**

Le titulaire s'engage à prendre connaissance et à se conformer à l'ensemble des mesures de sécurité de INRAE en application de l'article R 237-8 du code du travail et des dispositions de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

Le titulaire s'engage à retransmettre à INRAE par écrit ledit plan de prévention réalisé par INRAE, dans un délai maximum de deux semaines suivant la date de l'état des lieux initial.

Lors de l'état des lieux initial, le titulaire et INRAE effectuent une inspection commune des lieux de travail afin de délimiter les secteurs d'intervention, les zones à risque, les voies de circulation du personnel.

#### **4.1.2 Accès aux bâtiments**

Les badges d'accès au site et au bâtiment seront fournis avant démarrage de la prestation à chaque salarié du titulaire et pour chacune des personnes dûment précisées à INRAE par celui-ci (Cf. article 15 du C.C.T.P.).

En cas de non restitution suite à un changement de situation d'un des détenteurs de badges/ et ou clé ou à la fin du marché, INRAE facturera au Titulaire les montants suivants, (sans que celui-ci puisse émettre la moindre contestation) :

- Perte ou détérioration du badge : 50 euros par badge
- Remplacement de la ou des serrures correspondant à chaque clé perdue
- Remplacement de toutes les serrures existantes dans le cas de la perte d'un « passe »

#### **4.1.3 Tenue vestimentaire du personnel et accessoires**

Le personnel de l'entreprise titulaire doit porter une tenue de travail adaptée et porter les EPI adéquats.

#### **4.1.4 Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire doit se conformer aux dispositions décrites dans le C.C.T.P.

Le titulaire est responsable de la discipline, du respect des consignes et de la réglementation par ses employés.

### **4.2 Obligations d'information et de conseil**

Le titulaire transmet annuellement, dans les conditions prévues à l'article 8.2 du C.C.T.P, la copie des comptes-rendus d'intervention de maintenance préventive et corrective éventuelle sur les matériels mis à disposition.

Il transmet également selon les fréquences indiquées dans les articles 12.1.4, les données statistiques de suivi de la fréquentation, consommation et données d'achats des denrées.

Si nécessaire, il informe au fur et à mesure INRAE de toute difficulté éventuellement rencontrée pour la réalisation des prestations. Notamment, il signale par écrit les défaillances, anomalies, vices cachés, incidents et dysfonctionnements, prévisibles ou non, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes ou des biens. Il indique les conséquences qui pourraient en résulter à défaut de remède et donne tout conseil utile à l'utilisation des installations et les améliorations à y apporter.

Le titulaire s'engage à informer INRAE par écrit :

- De la nature des réparations à envisager ;
- De toute mise en conformité ou modification nécessaire ;
- De la réalisation et des conditions d'exécution de la prestation en complétant le carnet d'entretien ;
- Avant d'exécuter une prestation, de toute détérioration survenue aux installations, sous peine d'être tenu responsable.
- De l'évolution de la réglementation en rapport avec les prestations objet du marché

## ARTICLE 5 : PRIX

### 5.1 – Composition des prix

Le présent marché est un marché à prix mixte comprenant :

1. Une partie à prix forfaitaire mensuel pour la prestation principale correspondant aux charges salariales et de fonctionnement récurrents et fixes décrites dans les articles 3 et 10, et les annexes 3 et 4 du CCTP.
2. Une partie à prix unitaire correspondant aux tarifs de la formule proposée aux convives.
3. Une partie à prix unitaire correspondant aux prestations annexes décrites aux articles 3.2 et 4.6 du CCTP.

Concernant la partie principale forfaitaire, le prix est déterminé mensuellement quel que soit le nombre de jours dans le mois. Le forfait est décomposé comme indiqué dans l'annexe 4 à l'acte d'engagement

### 5.2 – Prix des repas pour les convives

INRAE détermine les différentes catégories de convives selon leur échelonnement indiciaire et selon les organismes d'appartenance.

Des droits d'admission au restaurant, au bénéfice d'INRAE, sont déterminés annuellement pour les agents en fonction de leur organisme d'appartenance. Ce montant se rajoutera à la part alimentaire du convive.

INRAE transmet ainsi une liste de convives avec les données attendues pour le paramétrage de la caisse (cf. article 12.1.2 du C.C.T.P).

Certains agents, du fait de leur échelonnement indiciaire, peuvent bénéficier d'une subvention administrative dite interministérielle (PIM) qui est réévaluée annuellement. Cette subvention dont le montant est susceptible d'être actualisé annuellement, sera défalquée du prix final du repas ; et écrêtée le cas échéant pour que le reste à charge du repas ne soit pas inférieur au minimum URSSAF en vigueur.

Le montant écrêté sera remboursé mensuellement par le titulaire à INRAE.

Le titulaire remboursera mensuellement à INRAE les droits d'admission perçus pour compte et refacturera les subventions octroyées aux convives.

Au titre de la prestation principale le prix payé par le convive correspond :

- Au coût des denrées correspondant aux différents éléments constitutifs du plateau,
- Au droit d'admission ; modulé selon la catégorie d'appartenance du convive.

### **5.3 – Avance permanente**

Le titulaire ne perçoit pas d'avance permanente de INRAE ; cependant, comme stipulé à l'article 5.2 du présent CCAP, le titulaire reçoit des usagers les sommes nécessaires à l'approvisionnement des comptes.

### **5.4 – Révision des prix**

Le prix du forfait mensuel et le prix de vente des différentes prestations seront révisés annuellement à la date anniversaire par référence à l'index de restauration collective sur place publié par le Syndicat National de la Restauration Collective (SNRC) sur le site <https://www.snrc.fr/index-du-secteur-de-la-restauration-collective>

Il est composé de la façon suivante :  $(A \cdot iA) + (T \cdot iT) + (D \cdot iD)$

iA : indice des coûts des aliments

A : pondération des aliments (restauration sur place)

iT : indice des coûts du travail.

T : pondération du travail (restauration sur place)

iD : indice des coûts divers (restauration sur place).

D : pondération des coûts divers (restauration sur place)

Le calcul précis de chaque composant de l'index est disponible sur la fiche technique de la DAJ « L'indexation des prix dans les marchés publics de services de restauration collective » disponible sur

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/conseil\\_acheteurs/fiches-techniques](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques)

La formule de révision est la suivante :

$$P = P_0 \cdot I_0 / I$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix en cours

I = dernier indice définitif connu au jour la révision

I<sub>0</sub> = dernier indice définitif connu le jour de la remise de la dernière offre

La première révision aura lieu le 1<sup>er</sup> février 2027.

## **ARTICLE 9 : MODALITÉS DE REGLEMENT**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire doit transmettre ses demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

La partie forfaitaire de la prestation fait l'objet d'une facture mensuelle séparée. Le montant à facturer concerne les prestations du mois précédent décomposé dans l'annexe A.

Le titulaire perçoit pour le compte de l'administration le droit d'admission. L'administration adressera au titulaire une facture pour obtenir le reversement des admissions

## ARTICLE 10 : DURÉE DU MARCHÉ

La date de début du marché est fixée au 1<sup>er</sup> février 2026.

Sa durée est d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale n'excède 4 ans.

INRAE adresse au titulaire sa décision de non-reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 4 mois avant le terme de la période en cours.

À tout moment, INRAE pourra suspendre le délai d'exécution du marché, en cas de circonstances imprévues de nature à empêcher la bonne exécution du marché : fermeture des locaux pour des raisons sanitaires ou de sécurité des personnes ou des biens, indisponibilité prolongée du personnel sur site...

INRAE notifiera sa décision de suspension du délai d'exécution au titulaire, dès que possible.

Il notifiera sa décision de fin de suspension du délai d'exécution au titulaire, dès qu'il sera en mesure de la déterminer.

## ARTICLE 11 : PÉNALITÉS

Dans les cas prévus ci-après, faute pour le Titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent marché, des pénalités peuvent lui être infligées, sans mise en demeure préalable, sur simple constatation, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers ou de l'application des mesures faisant l'objet des dispositions du présent marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, INRAE se réserve la possibilité d'appliquer :

\* une pénalité journalière égale à **1/10ème du prix forfaitaire mensuel**, en cas de non réalisation du service de restauration (sauf cas de force majeure, de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable à INRAE).

\* une pénalité forfaitaire journalière de **50€** par jour ouvré si l'effectif en personnel proposé par le titulaire à l'appui de l'offre n'est pas respecté et à la baisse, sur une durée supérieure à cinq (5) jours ouvrés consécutifs,

\* une pénalité de **50€** par jour calendaire de retard et par document, si le titulaire ne fournit pas selon la fréquence indiquée dans les articles 5.1.3, 5.4, 8.2, 10.7 du CCTP lors des réunions programmées à cet effet :

- les comptes-rendus d'intervention de maintenance,
- les analyses bactériologiques après les contrôles trimestriels effectués,
- les résultats d'analyse annuelle pour la préparation des repas
- les menus pour les 6 semaines à venir,
- les statistiques réglementaires,
- les statistiques de performance,
- les attestations de formation demandées,
- le plan de formation de l'année à venir.

\* une pénalité de **50€ par mention/information manquante par jour ouvré d'absence** si après un avertissement fait par INRAE, le titulaire n'affiche pas :

- les mentions « bio »,
- les mentions « cuisiné maison »,
- les mentions « local »,
- la traduction en anglais,
- les allergènes ou autres informations réglementaires,
- la provenance des viandes et poissons,

sur les menus/ liste et plats présentés telles que proposées dans l'offre et en respect des exigences de l'article 7.2 du CCTP.

\* une pénalité de **50€ pour jour** en cas de non-respect des menus annoncés sur le planning de 6 semaines sans information préalable du représentant d'INRAE dans les délais impartis décrits à l'article 5.4 du CCTP.

\* une pénalité forfaitaire de **250€** par tranche de 5% du montant global par objectif réglementaire non atteint à la fin de chaque année (part BIO/ produits labellisés/ viandes-poissons labellisés)

\* une pénalité de **50€** par produit de provenance hors Union Européenne si l'offre « origine Europe » est retenue

\* une pénalité de **50€** par badge d'accès fourni à son personnel perdu

\* une pénalité de **100€**, si le titulaire déclenche inopinément l'alarme incendie.

Ces pénalités sont mises en application sur simple constatation d'INRAE, sans mise en demeure préalable.

## ARTICLE 12 : SECRET PROFESSIONNEL et RGPD

Le Titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les informations, documents ou décisions dont il aura connaissance durant l'exécution du marché. Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable d'INRAE.

Le titulaire devra respecter l'ensemble des conditions stipulées dans l'annexe au CCAP dans le cadre de la protection des données personnelles.

## **ARTICLE 13 : MESURES D'URGENCE**

INRAE peut prendre, en cas de carence grave du Titulaire, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, toute mesure d'urgence qui s'impose. Sauf cas de force majeure, les conséquences financières de ces mesures sont à la charge exclusive du Titulaire, qui ne pourra revendiquer aucun préjudice du fait de la mesure d'urgence prise par INRAE.

## **ARTICLE 14 : ASSURANCES**

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toutes natures accomplis dans l'exercice de son activité.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices et quittances ou attestations correspondances.

## **ARTICLE 15 : RESILIATION**

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS pris par arrêté du 30 mars 2021 s'appliquent.

Cependant, en cas de force majeure, ou justification express écrite, et en dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS du 30 mars 2021, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité possible, si la prestation de restauration n'est pas réalisée pendant au moins cinq (5) jours ouvrés consécutifs.

## **ARTICLE 16 : LITIGES**

En cas de litige, les parties s'efforcent de trouver une solution amiable à leur différend.

Si, toutefois, des difficultés persistent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat, les parties peuvent avoir recours à une expertise dont les frais sont à la charge de la partie sollicitant l'expertise.

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché ou de l'interprétation de ses clauses sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

## **ARTICLE 17 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

L'article 11 déroge aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G. FCS (pénalités).

L'article 15 déroge aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G. FCS (résiliation).

Fait à Lusignan, le 4 septembre 2025

## Annexe : PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL

### 1.1. EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

#### 1.1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

#### 1.1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

#### 1.1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS : <http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

#### 1.1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformatons/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

## 1.1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-qu'il-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.
- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

## 1.2. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

### 1.2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,

- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

### 1.2.2. Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.  
Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
  - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
  - Les développements spécifiques,
  - L'hébergement des données et des services,
  - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
  - Le maintien en condition de sécurité,
  - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
  - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

### 1.2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.